

Discours d'Anthea Seles, Secrétaire Générale de l'ICA, pour la signature du mémorandum d'entente entre le Gouvernement du Cameroun et le Conseil International des Archives

Cher Monsieur le Ministre Professeur Narcisse Mouelle Kombi, Mesdames et Messieurs, je vous remercie d'être venu aujourd'hui. Je suis Dre. Anthea Seles, la Secrétaire Générale du Conseil International des Archives et suis très contente de pouvoir être avec vous en cette occasion mémorable pour l'ICA et le Gouvernement du Cameroun. La conférence qui aura lieu à Yaoundé entre le 24-30 novembre marque la première conférence de l'ICA sur le continent Africain. C'est également un moment clef pour notre Programme pour l'Afrique. Le Conseil International des Archives comprend plus de 2000 membres de 199 pays. Notre organisation a pour mission de promouvoir la préservation et l'accès aux archives dans le monde entier, au moyen de la coopération internationale. De plus elle travaille à améliorer la gestion des archives, ce qui contribue à la sauvegarde et à l'enrichissement de la mémoire du monde ainsi qu'à une meilleure communication et au respect de la diversité culturelle. Et notre conférence à Yaoundé en partenariat avec le gouvernement et nos collègues camerounais englobent nos objectifs par excellence.

Cette conférence ne serait pas possible sans le soutien du President Son Excellence M. Paul Biya, le Premier Ministre Philémon Yang et le Ministre des Arts et de la Culture, Professeur Kombi. De plus il faut reconnaître le travail ardu du Comité technique de la conférence et de Madame Olembé, Directrice des Archives Nationales ainsi qu'à l'implication de nos collègues de l'ICA qui pilotent la Commission du Programmes et le Programme pour l'Afrique. Ce dernier a comme but de comprendre les besoins des archivistes et records managers Africain, de développer la capacité dans la gestion des documents et l'archivistique sur le continent, d'offrir de la formation selon les besoins identifiés et finalement de promouvoir les besoins panafricains au plan régional,

national et international, mettant les archives au cœur d'initiatives de développement et de bonne gouvernance.

C'est vraiment un grand plaisir d'organiser notre première conférence en Afrique au Cameroun : l'Afrique en Miniature, un pays qui représente une diversité ethnique et culturelle impressionnante.

La conférence décline des thèmes autour des Archives comme institution de Mémoire, Gouvernance et Patrimoine. Les archives jouent un rôle dans la mémoire et le patrimoine, ses contenus nous rappellent d'où nous venons en tant que pays, peuple et culture, mais c'est aussi l'occasion de tracer un chemin vers le futur. Je pense que la devise devant les Archives Nationales du Cameroun représente bien ce que je dis : 'Les archives c'est nous, c'est notre vie, c'est notre histoire et c'est notre DEVENIR' Mais bien que cela soit le cas trop souvent, nous oublions notre passé, nous le négligeons parce que nous ne pouvons voir que les aspects physiques des archives ; dossier, papier, vieux documents poussiéreux. Cette vision des archives reflète la façon dont parfois les décideurs, les bailleurs de fonds et le public considèrent la gestion de l'information. Elle est un surplus, tout du moins jusqu'à ce qu'il y ait un problème, jusqu'à ce que les droits soient compromis ou que la vie des gens soit affectée par sa mauvaise gestion. La même chose peut être dite quand les archives n'existent pas ou quand elles sont si mal gérées qu'elles sont perdues. Comme par exemple les archives d'une cour d'appel qui sont entassées dans le sous-sol d'un bâtiment sans que l'on prenne soin de les organiser ou de bien les conserver. Comment assurer la Justice d'aujourd'hui et de demain ? Quand les dossiers ministériels sont abandonnés lors d'un déménagement, comment le gouvernement peut-il être tenu responsable de ses décisions? Ou, lorsque les dossiers sont perdus, comment les citoyens pourront-ils revendiquer leurs droits? Vous pourriez penser que ces cas que je

vous présente sont invraisemblables, mais je vous assure que ce que je raconte vient de mon vécu comme consultante en Afrique de l'Est et des retours d'expérience de mes collègues Africains sur le terrain. Si vous me permettez laissez-moi vous raconter une courte histoire qui illustre l'impact de la mauvaise gestion de l'information sur les gens. Des collègues travaillaient en Afrique de l'Est pour un ministère responsable de l'administration des pensions de la fonction publique. Il y avait un homme assis devant le bureau des pensions du matin jusqu' à l'heure de fermeture du bureau. Ces collègues l'ont vu toute la semaine, tous les jours, assis là. Finalement, un collègue s'est approché de cet homme et lui a demandé: «Pourquoi êtes-vous assis ici tous les jours? Du matin au soir? Il lui a répondu: «J'attends que le personnel de l'administration des pensions trouve le dossier personnel de mon père, afin qu'il puisse réclamer sa pension. Ils disent qu'ils ne peuvent trouver son dossier, mais il a travaillé pour eux pendant 25 ans. J'ai quitté ma ferme à la campagne pour voir si je pouvais aider. Je suis ici depuis trois mois et rien. Je n'ai pas encore semé mes champs parce que j'ai essayé de remédier cette situation et maintenant j'ai peur que ma famille n'ait pas assez de nourriture ou d'argent pour survivre. Ma collègue est alors allée parler au personnel de l'administration des pensions pour voir si elle pouvait faire quelque chose et elle s'est adressée au chef de bureau qui lui a dit: «Madame, s'il vous plaît suivez-moi» Il a alors conduit ma collègue dans une salle où les dossiers étaient empilés ici et là , pas d' ordre, juste un pèle mêle de documents . Le chef du bureau s'est retournée vers ma collègue et lui a demandé : "Madame, par où voulez-vous que je commence ?". Bien que cette histoire soit basée en Afrique, l'impact de la mauvaise gestion des dossiers est un problème international indépendant des facteurs socio-économiques. Même si ses expériences et histoires se rapportent à des documents papier, la gestion et la conservation des documents numériques sont tout aussi tendues.

Sur le continent africain l'accent a été mis sur la technologie en tant que libéralisateur, la solution ultime pour permettre à la réalisation des objectifs de développement et de bonne gouvernance et ceci est le cas pour les Sustainable Development Goals. Trop souvent, cependant, l'accent est mis sur les systèmes et non pas sur ce que les logiciels cherchent à gérer: l'information, les documents et les données. Peu de considération est accordée à la validité de l'information dans ces systèmes considérant le système en lui-même comme le moyen ultime de favoriser la responsabilisation, la transparence et la bonne gouvernance, et non pas la fiabilité des données et leurs bonnes gestions. De plus, ces initiatives ne tiennent pas compte des concepts culturels sous-jacents et des présomptions sur lesquelles elles ont été conçues. La situation est aggravée à de nombreuses reprises par un manque de consultation avec les professionnels archivistes africains dans la mise en œuvre des technologies en information et communication et e-gouvernement. De plus il y a un manque de compréhension de la part des bailleurs de fonds à l'égard de l'adoption de la technologie en Afrique, qui n'a pas suivi la même progression qu'en Amérique du Nord et en Europe. mais qui n'est pas prise en compte lors de la mise en œuvre des logiciels pour des fins gouvernementales et/ou lors d'initiative de développement. L'aboutissement c'est la faillite partielle ou complète de ces projets ce qui a un impact sur la conservation des documents à des fins de responsabilisation des gouvernements. Si la gestion des documents n'est pas une considération dès le point d'élaboration d'un logiciel ou bien d'un projet de e-gouvernement, alors on ne pourra correctement gérer, migrer, extraire et conserver les documents et utiliser ces données deviendrait alors extrêmement compliqué voire impossible. Cela signifie que les informations seront perdues ou pourraient corrompre. Le problème est que la profession d'archiviste africaine a besoin d'outils et de compétences maintenant pour assurer la

saisie et la préservation des documents numériques créés dans ces environnements pour garantir la responsabilisation du gouvernement et pour s'assurer que les citoyens peuvent faire valoir leurs droits. Si nous ne commençons pas à voir des documents et des informations, quel que soit leurs formats, comme atouts, et non pas comme surplus inutiles à la société, les initiatives de développement, la transparence, la responsabilité et la bonne gouvernance ne seront que des demi-mesures. L'information fiable- documents et données- est essentielle pour permettre une bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité. Les systèmes ne sont que des outils, facilitant l'efficacité et non la solution ultime.

Nous devons non seulement reconnaître la valeur de l'information, des documents et des données, mais aussi valoriser la profession qui conseille sur la gestion et la conservation de l'information, en reconnaissant les capacités archivistes professionnelles qui sont nécessaires pour assurer la bonne gestion, collecte et conservation des documents analogues et digitales. De plus les archivistes ont besoin d'avoir accès à des programmes de formation professionnels, solides et pratiques pour être capables de répondre aux besoins archivistes africains et à leurs défis. Tout en travaillant à l'International Records Management Trust, j'ai codirigé un projet examinant si la gestion des documents a été prise en compte lors de la mise en œuvre de la technologie de communication de l'information, l'e-gouvernement et l'accès aux informations. Premièrement, nous avons constaté que la gestion des documents n'était pas prévue dans les projets technologiques. De plus les archivistes n'étaient pas considérés comme des partie-prenantes devant être consultés. Les décideurs croyaient que les archivistes ne s'occupaient que du papier. Nous avons creusé davantage et nous avons découvert que la profession n'avait pas de cadre professionnel reconnu au niveau de la fonction publique, ni un modèle de

progression. Il faut aussi souligner que la fonction d'archiviste et gestionnaire des documents est souvent utilisée comme une punition dans la fonction publique avec un salaire médiocre. Le résultat était que l'information était mal gérée et qu'il y avait plus d'incitation à vendre les documents aux propriétaires de magasins du marché pour emballer leurs marchandises. Donc il faudrait valoriser non seulement les informations mais aussi l'archivistique et reconnaître les compétences qui sont requises pour effectuer cette fonction. Outre cela il faut soutenir la formation des archivistes pour les aider à développer leurs compétences en gestion de l'information numérique et de conservation des documents numériques. Si les gouvernements et les organisations internationales veulent garantir la responsabilisation, la transparence et la bonne gouvernance pour assurer un audit de leurs décisions et améliorer la vie de leurs citoyens, ils doivent valoriser l'information et la profession d'archiviste comme des atouts.

Bien que peut-être pessimiste sur les problématiques de la gestion de l'information et de l'état de la profession, il y a des personnes dynamiques et dévouées qui travaillent assidûment pour assurer la conservation des documents, indépendants de formats, pour la gouvernance, la mémoire et le patrimoine. La Conférence de l'ICA à Yaoundé sera l'occasion pour ces individus de partout dans le monde de se réunir pour réfléchir sur les grandes problématiques de notre profession. Ces défis sont transversaux et ne touchent pas simplement nos pratiques professionnelles mais touchent les opérations des organisations publiques et privées, ainsi que de la société plus largement. Cette conférence permettra non seulement d'offrir un espace d'échange international, mais elle fournira également un forum pour les archivistes africains pour donner un compte rendu direct de leurs réalités sur le terrain à la communauté internationale (bailleurs de fonds, décideurs et archivistes). La conférence permettra également aux

archivistes africains de s'adresser à leurs décideurs pour exprimer l'importance inaliénable de la gestion de l'information et des archives dans les initiatives de gouvernement ouvert, responsabilisation, transparence et bonne gouvernance. Nous voulons que les discussions et échanges lors de cette conférence puissent aider à renforcer la capacité archivistique ainsi que la valorisation du rôle critique que jouent les archives et archivistes au sein d'initiatives de développement. J'espère que vous vous joindrez à nous pour cette conférence. Merci encore une fois au gouvernement camerounais pour son soutien et d'être notre partenaire pour cet important évènement. En conclusion, n'oublions pas : 'Les archives c'est NOUS, c'est notre VIE, c'est notre HISTOIRE et c'est notre **DEVENIR**.

Merci.

Anthea Seles
Secrétaire Générale de l'ICA
Mercredi 9 Mai 2018